



Les Centres de justice de proximité (CJP) sont à la recherche d'une personne qui occupera la fonction suivante :

Coordonnateur.trice aux services juridiques

Les CJP sont des organismes à but non lucratif situés aux quatre coins de la province et ayant pour mission de promouvoir l'accès à la justice en favorisant la participation des personnes par des services d'information juridique, de soutien et d'orientation. Ils sont des acteurs actifs au sein de leur communauté et travaillent en collaboration avec divers organismes. Ils œuvrent à rendre la justice plus accessible et humaine en soutenant plusieurs milliers de personnes chaque année.

Le 10 juin 2022, la *Loi visant à améliorer l'accès à la justice en bonifiant l'offre de services juridiques gratuits ou à coût modique* a été sanctionnée. Cette loi permet aux professionnels du droit d'offrir des services juridiques au sein de personnes morales sans but lucratif. Il s'agit d'une nouvelle mesure d'accès à la justice permettant aux CJP de bonifier leurs services actuels afin d'y inclure des services juridiques.

Les CJP désirent intégrer des services juridiques à leur offre de services actuels et recherchent à combler le poste de coordonnateur.trice aux services juridiques.

Description du poste

Le/la coordonnateur.trice aux services juridiques élabore, planifie et assure le suivi des travaux de déploiement et d'intégration des services juridiques aux services de base des CJP en considération des particularités régionales, des orientations, du plan stratégique du ministère de la Justice du Québec, du Parcours aux petites créances ainsi que des devoirs et obligations des professionnel.le.s et des autres employé.e.s qui travaillent au sein des CJP.

Voici les principales tâches :

Élaborer des services juridiques

- Développer et proposer des scénarios pour l'intégration des services juridiques dans les CJP
- Élaborer une proposition de trame commune pour les services des CJP

Coordonner l'implantation des nouveaux services dans les CJP

- Établir les processus pour rendre les nouveaux services disponibles dans les CJP concernés et les soutenir dans leur déploiement
- Soutenir les différentes initiatives d'intégration de services juridiques en CJP
- Développer le cadre et le fonctionnement opérationnel des opportunités de mutualisation
- Soulever les enjeux et proposer des solutions pour y remédier
- S'assurer du respect des devoirs et obligations des professionnels (avocats et notaires)

- Approfondir la compréhension des devoirs et obligations et responsabilités professionnelles liées à l'intégration des services juridiques
- Mettre en place des procédures et des outils pour garantir le respect des devoirs et obligations des professionnels
- Agir à titre de personne-ressource en ce qui concerne les conflits d'intérêts pour les CJP
- Travailler en collaboration avec la responsable des technologies de l'information

Il ou elle devra mener ses travaux en collaborant et en participant aux rencontres des employé.es du réseau, des divers comités, des représentants du ministère de la Justice du Québec, des directions des CJP, des collaborateurs.trices externes, etc.

La personne recherchée doit :

- Être membre du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec
- Avoir de l'expérience et/ou connaissances en droit professionnel (déontologie, conflits d'intérêts, etc.)
- Avoir de l'expérience en gestion de projet ou un sens de l'autonomie, de la planification et de l'organisation
- Avoir à cœur le travail d'équipe et vouloir travailler dans un esprit de collaboration
- Avoir de la facilité à travailler avec divers outils informatiques
- Avoir de bonnes capacités communicationnelles et relationnelles
- Faire preuve de sens politique

Ce que nous avons à t'offrir

- Temps plein (35 heures par semaine) dans un milieu stimulant
- Contrat jusqu'au 31 mars 2025 avec possibilité de renouvellement
- Salaire annuel à partir de 72 000.00 \$ selon l'expérience
- Télétravail – présentiel ou mode hybride possible selon la région du candidat
- Conciliation travail-vie personnelle-famille au cœur de nos priorités
- Conditions de travail intéressantes (vacances, congés, etc.)
- Régime d'assurance collective et REER collectif (après trois mois de service)
- Le poste sera sous la direction du CJP Laval-Laurentides-Lanaudière
- Équipes soudées et réseautage dynamique entre les CJP
- Déplacements occasionnels

Entrée en poste souhaitée :

Le plus tôt possible

Si vous êtes intéressé par ce poste, veuillez communiquer avec Me Sara Néron en lui faisant parvenir votre curriculum vitae et une lettre de motivation avant le 24 mai 2024 à l'adresse suivante : sneron@cjpqc.ca. Le poste peut être pourvu à tout moment durant le processus. Seules les personnes dont la candidature a été retenue seront contactées.